



ÉDITO

PYRÉNÉES 64 EN LUTTE !

par Alain Serre

Notre Institut a la volonté de s'adresser au plus grand nombre et de donner encore plus de visibilité à son action.

Le travail de proximité engagé en direction des organisations CGT du département et de ses dirigeants commence à porter ses fruits et doit nous permettre de nous renforcer dans les mois à venir.

Nous venons de créer le site de notre institut (<https://IHS64.FR>) qui vous permet de découvrir l'ensemble de nos activités, de vous replonger dans la lecture de la collection des Bulletins, de regarder nos vidéos et d'être informé en permanence de l'actualité de l'Institut.

Nous organisons une soirée-débat le jeudi 7 décembre au cinéma Le Méliès à Pau à 20 H sur le thème des enseignements de la guerre d'Espagne autour du film de Ken Loach « Land and freedom » qui porte un regard lucide sur le mouvement ouvrier espagnol en 1936.

Nous vous invitons à venir participer à ce moment d'échange sur le passé qui doit aussi nous éclairer sur les enjeux actuels et à venir.

Notre institut sera aussi présent au salon du livre de Pau « les idées mènent le monde » qui se déroule les 1,2 et 3 décembre. Sur le stand de notre IHS nous diffuserons une palette de livres sur l'histoire sociale et nous invitons les militants de la CGT à venir nous rencontrer.

Autre nouvelle d'importance est la décision prise par le Conseil d'Administration de notre Institut de créer en janvier une nouvelle revue trimestrielle de 6 pages « Pyrénées 64 en lutte » qui succédera au Bulletin dont 76 numéros ont été diffusés depuis la création de l'IHS CGT 64.

De nouvelles rubriques verront le jour :

Nos mémoires vivantes sous forme d'une interview d'un militant qui a joué un rôle significatif dans la vie de la CGT de notre département.

Histoire sociale des Pyrénées Atlantiques qui retracera une lutte emblématique dont les enseignements peuvent aider à forger les luttes à venir.

L'actualité de l'Institut sera aussi mise en avant dans la revue qui s'adresse aux militants et adhérents de la CGT, mais aussi aux passionnés d'histoire sociale qui partagent nos valeurs.

Nous avons la volonté que l'IHS CGT 64 permette aux militants, aux étudiants d'accaparer l'histoire du mouvement ouvrier pour mieux comprendre l'actuel et relever les défis de demain.

Dans le contexte actuel où le gouvernement et le patronat veulent liquider les conquises sociales et en priorité les retraites et la sécurité sociale sur fond de répression à l'encontre des militants et responsables de la CGT, l'histoire sociale est bien un enjeu idéologique et notre activité de « passeurs de mémoire » prend tout son sens.

Le prochain congrès de notre Union départementale CGT dont la résolution N° 61 stipule qu'il faut « favoriser l'adhésion et l'implication dans l'activité de l'IHS 64 » sera l'occasion d'un rendez-vous avec les délégués pour échanger avec eux et les intéresser à nos activités.

Un moment important dans le développement de notre Institut dans tout le département qui confirmera que les Pyrénées sont toujours en lutte !

1980, la SNCF réprime les cheminots de Pau

Dans le numéro 141 d'Aperçus, la revue de l'IHS Aquitaine, on trouve un article sur la répression par la SNCF des cheminots CGT béarnais en 1980 suite à la manifestation du 1^{er} juin à Bedous à l'occasion de la première liaison en car entre Bedous et Oloron remplaçant depuis ce jour-là la liaison ferroviaire. Pour en parler, l'IHS 64 a rencontré le 23 juin 2023, quatre militants CGT impliqués dans ces événements : Gérald Bonhomme, Claude Bergeret, Christian Fauveau et Jacques Dusser. On trouvera ci-dessous quelques extraits de cet article.

« Le 1^{er} juin au matin, à 6 h 30, une trentaine de cheminots, des habitants et des élus de la vallée bloquent le départ du car pour Oloron. Rapidement, la gendarmerie est sur les lieux, notant les plaques d'immatriculation des véhicules présents. L'action dure jusqu'à 12 h 30. Cette action fait suite à d'autres menées par les cheminots depuis le début de l'année : manifestations au conseil général à Pau, blocage de la RN 134, manifestation à Oloron. A ces actions spécifiques s'ajoutent trois jours de grève pour les salaires, des manifestations pour la défense de la Sécurité Sociale, trois jours de grève contre un projet de nouvelle convention médicale SNCF. Bref, les cheminots palois sont très actifs dans la contestation et ceci irrite au plus haut point la hiérarchie de la SNCF qui décide, suite au blocage du car, de réprimer.



Les militants devant le commissariat de Pau

Cette répression prend deux aspects. Tout d'abord, une action interne à la SNCF avec une convocation auprès de la direction régionale de quatre militants CGT désignés par le chef d'agence de Pau : Gérald Bonhomme, secrétaire du syndicat des cheminots de Pau, Henri Justou, Georges Costemale et Jacques Dusser. Ensuite, une plainte contre X pour entrave à la liberté du travail déposée par la SNCF pour l'action de blocage du 1^{er} juin à Bedous. Au titre de cette plainte, dès mi-juin, cinq personnes sont interrogées par la gendarmerie de Bedous, dont deux enseignants membres de la FEN.

Le 4 juillet, Georges Costemale est convoqué au commissariat de police de Pau pour y être entendu dans le cadre de la plainte de la SNCF. Il y est accompagné par une délégation de cheminots. Le syndicat des cheminots de Pau et l'Union Départementale des Pyrénées Atlantiques décident alors d'une manifestation à Pau pour le 10 juillet. Le 7 juillet, une lettre est envoyée au chef d'agence SNCF de Pau et une autre au préfet sollicitant une rencontre à l'occasion de la manifestation. Les réponses sont négatives, le préfet se retranchant derrière la Constitution : « Vous n'ignorez pas qu'en vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, je ne peux m'immiscer dans une affaire où une décision de justice est appelée à intervenir ». Le 10 juillet, malgré la pluie, le cortège défile dans les rues de Pau.

Le 6 septembre, Henri Justou est convoqué à la gendarmerie de Morlaas pour s'expliquer dans le cadre de la plainte de la SNCF comme son camarade Georges Costemale quelques semaines plus tôt. Comme pour ce dernier, une délégation de cheminots et de travailleurs l'accompagne ainsi que le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Entendus par le chef d'agence de Pau, puis par la direction régionale, les quatre militants convoqués pour s'expliquer sur l'action du 1^{er} juin à Bedous, refusent de répondre, n'ayant pas à rendre compte à la direction de la SNCF d'actes qu'ils auraient faits en dehors des heures de travail.

En novembre 1980, nouvelle plainte de la SNCF, cette fois contre Michel Martin, adjoint à la mairie d'Oloron. Il lui est reproché d'avoir pris la parole lors de la manifestation en gare d'Oloron le 29 mars, perturbant le trafic. Le 1^{er} décembre, Gérald Bonhomme reçoit une lettre de la direction régionale de la SNCF lui notifiant un blâme et une retenue d'un douzième sur sa prime de fin d'année. Cette sanction fait suite à l'altercation avec le chef d'agence de Pau le 7 août durant laquelle il aurait « proféré à l'encontre du chef de l'agence d'exploitation de Pau des paroles insultantes et manifesté une attitude menaçante ».

Le 19 décembre, une journée de grève est organisée à Pau par le syndicat cheminot contre les sanctions prises contre le secrétaire du syndicat et des agents du chantier voyageurs qui avaient manifesté leur mécontentement sur les conditions de travail dans ce chantier. La direction de la SNCF enchaîne les sanctions, espérant intimider les cheminots. Les choses vont même plus loin puisque fin 1980, le chef d'agence de Pau décide que pour cinq jours de grève dans l'année, un cheminot se verra supprimer un jour de repos. Incapable de montrer quelle règle permet de justifier une telle sanction, le chef d'agence se rétracte début janvier 1981. Fin 1980, les quatre militants cheminots convoqués par la SNCF sont sanctionnés d'un blâme et d'une retenue d'un douzième sur leur prime de fin d'année. Début 1981, les sanctions internes à la SNCF sont tombées, mais les plaintes courent toujours. Le 10 mai 1981 la Gauche arrive au pouvoir, les rapports de force et les hommes changent. Les plaintes de la SNCF sont classées sans suite ».

Charles Claveau



Le nouveau site internet de l'IHS CGT 64

« **Savoir d'où l'on vient pour comprendre aujourd'hui** »

C'est en 1982 que la CGT a décidé de créer au niveau national un Institut d'Histoire sociale. Georges Séguy en fut le premier président. Deux ans plus tard en 1984, la CGT Aquitaine se dotait d'un institut régional.

L'Institut CGT d'Histoire sociale des Pyrénées Atlantiques à 20 ans. Une riche activité et une histoire sociale des luttes qui a été relatée dans les 75 Bulletins qui ont paru. Le nouveau site IHS CGT 64 va permettre de mettre en ligne, non seulement nos publications, mais également, des documents, des témoignages, des photos et des vidéos. Il sera ainsi accessible à tous les syndicats et militants CGT, mais également à tout public intéressé par l'histoire sociale de notre département.

Si nous ne prétendons pas remplacer les historiens et les chercheurs, nous avons l'ambition de combler dans le domaine social le vide des livres scolaires et des émissions à vocation historique. Nous traitons à l'épreuve de l'histoire les problèmes qui interpellent au présent le syndicalisme en général. Il s'agit d'aider à transmettre un héritage plongeant loin ses racines en tirant des enseignements et des analyses pour redonner du sens à l'avenir.

Le site est directement accessible en tapant : IHS CGT 64



L'Institut CGT d'Histoire Sociale des Pyrénées-Atlantiques

et l'association Mémoire de l'Espagne Républicaine 64

vous invitent à participer à une soirée débat
sur les enseignements de la guerre d'Espagne
autour du film de Ken Loach

« LAND AND FREEDOM »

le jeudi 7 décembre 2023 à 19 h 45

au cinéma Le Méliès à Pau, 15 place du Foirail
Débat coanimé par

Alain Serre, président de l'IHS CGT 64
et Claudine Bonhomme, présidente de M.E.R. 64

VENEZ NOMBREUX, AMENEZ VOS COLLÈGUES ET AMIS !

« Pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient »



Tarifs habituels



L'IHS CGT 64 sera présent au salon du livre de Pau

Les idées mènent le monde
sur le thème "Nos raisons d'espérer"

les 1, 2 et 3 décembre prochains

au Palais Beaumont - stand de l'IHS en rez-de-jardin.

Venez sur notre stand nous rencontrer,
de nombreux livres en lien avec
l'histoire sociale y seront présentés.

Lire, c'est aussi lutter !



Bulletin d'adhésion



Nom et prénom :

Adresse :

Courriel : Téléphone :

- 15 € - Cotisation individuelle simple
comprenant l'envoi d'un bulletin de l'IHS CGT 64 par trimestre
- 31 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » (3 numéros par an)
- 44 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » (3 numéros par an)
et aux « Cahiers d'histoire sociale »
- 69 € - Cotisation pour les collectifs (syndicats et associations)
comprenant l'envoi d'un bulletin de l'IHS CGT 64 par trimestre
+ abonnement à la revue « Aperçus » (3 numéros par an)
et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'IHS CGT 64
et à envoyer à l'IHS CGT 64 - 49 avenue Dufau - 64000 PAU